Un socialiste belge « sui generis »

DES GENS IMPRESSIONNABLES

Il y avait une fois — à la fin de 1950 pour être exact — des gens que la guerre de Corée impressionna fort. Ils y virent le début de la troisième guerre mondiale, qu'ils annoncèrent comme inévitable « dans un délai de deux à quatre ans ». Ils annoncèrent que la proximité de la guerre pousserait de plus en plus à gauche la bureaucratie russe et les partis staliniens dans le monde entier, les amenant même à mobiliser « pratiquement » les masses exploitées contre le régime capitaliste. Ils en déduisirent la nécessité, pour les marxises révolutionnaires — au nombre desquels, par suite d'un malentendu regrettable, ils se comptaient — d'entrer dans les partis staliniens. Cet entrisme fut toutefois baptisé par ses inventeurs eux-mêmes de « sui generis », entre autres raisons parce que l'une de ses caractéristiques essentielles est qu'en règle générale, ceux qui le pratiquent n'entrent pas ; mais qu'entrés ou non, ils deviennent en tout cas les serviteurs les plus fidèles de la politique du Kremlin, non pas dans les détails mais dans ce qui compte fondamentalement pour elle : approbation de la politique de la CGT en août 1953, minimisation des crimes staliniens en Allemagne en juin 1951 comme en Hongrie en novembre 1956, etc., etc.

Les évènements ayant entre temps traité sans beaucoup de respect leurs thèses sur l'imminence de la guerre, etc., il sont devenus plus prudents dans les affirmations à caractère général (aussi bien, le « souple » Khrouchtchev n'a-t-il pas remplacé le « rigide » Staline ?) — c'est ainsi qu'ils ne fixent plus le délai maximum qui nous sépare de la troisième guerre mondiale, mais se bornent à affirmer que celle-ci est « possible à partir de 1954 », affirmation difficilement réfutable en soi — mais ils restent fidèles à l'essentiel, le suivisme à l'égard du Kremlin. Il faut dire encore que ce qu'ils ont assimilé le plus facilement, comme par une prédisposition naturelle, ce sont les mœurs et les méthodes du stalinisme.

S'il ne s'agissait toutefois que du passé, nous n'aurions pas dévié de notre ligne constante, qui consiste à faire le silence sur un sujet au demeurant ni agréable, ni ragoûtant, ni essentiel. Mais il s'agit du présent et de la révolution algérienne.

C'est ainsi que la rédaction de « La Vérité » vient de recevoir un bulletin ronéotypé qui reproduit une « correspondance entre socialistes américains et belges sur la lutte entre organisations nationalistes algériennes en Algérie et en France », qui nous paraît mériter quelques commentaires.

UN « ÉMINENT SOCIALISTE BELGE »

L'« éminent socialiste » belge Ernest Mandel est suffisamment « éminent » pour qu'il soit inutile de le présenter. Avouons qu'il est savoureux, pour ceux qui ont suivi sur une certaine période ses contorsions politiques, de le voir dénoncer le « culte de la personnalité » qui régnait, à l'en croire, au congrès du MTLD de Hornu en 1954. Il n'est pourtant pas si éloigné, le temps où le « socialiste » belge Ernest Mandel, balayant d'un vote toute une série de positions politiques (exactement dix thèses) qu'il défendait la

veille, sacrifiait ses idées sur l'autel du culte d'une personnalité dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne brille pas par excès de perspicacité.

Il n'y a que peu de choses à ajouter aux arguments qu'opposent à l'éminent partisan belge du FLN les socialistes américains Daniel Faber et Elisabeth Vogt, avec lesquels nous pouvons avoir par ailleurs des désaccords sur des problèmes fondamentaux, mais qui, sur ce problème capital de la révolution algérienne, ont su pénétrer la réalité, rechercher la vérité et la dire.

Donc, le 21 décembre 1957, l'éminent Ernest répond au « citoyen » Daniel Faber (pas au « camarade », au « citoyen »). Sérieux comme le pape, notre « socialiste » belge prend la plume, et nous livre le produit de ses mûres réflexions, trois ans après le déclenchement l'insurrection algérienne. Délai digne de remarque, car il faut dire que les amis français du citoyen Mandel n'ont pas toujours défendu la position que nous leur connaissons sur la révolution algérienne. Durant près d'une année après le 1^{er} novembre 1954, ils soutenaient la position du MNA et de Messali Hadj. Ils amorcèrent leur virage à un moment précis: après que Soustelle (en septembre 1955) eut dissous le Parti Communiste Algérien, et que celui-ci eut déclaré rejoindre le FLN. Par une curieuse coïncidence, ils découvrirent alors le FLN. Ils ne purent toutefois — ce sont là les vicissitudes de l'entrisme « sui generis » mener d'emblée campagne pour le Front. Ils commencèrent par dénoncer les trotskystes — parce que ceux-ci avaient l'audace de déclarer ouvertement leurs sympathies politiques pour les solutions préconisées par Messali Hadj et le MNA, tout en défendant indistinctement contre la répression impérialiste les nationalistes algériens de toutes tendances. Le citoyen Mandel et ses amis français préconisaient alors la neutralité, et nous blâmaient pour notre « intervention », à leurs yeux inadmissible, dans les affaires du nationalisme algérien. Du temps passa... et ces excellents « citoyens » s'empressèrent de rattraper le temps perdu, en « intervenant » à leur tour... et à leur manière.

UNE CONCEPTION DE L'HISTOIRE

C'est ainsi qu'à leurs yeux, les congressistes réunis l'an dernier pour le 1^{er} congrès de la fédération de France de l'Union des Syndicats des Travailleurs algériens — et avec eux les invités français à ce congrès, parmi lesquels Yves Dechezelles, Jean Rous, Charles Lemoine, Claude Gérard, etc. — sont des « flics ». La preuve ? Ils se sont réunis légalement à Paris. Mais l'AGTA (pro-FLN) a tenu, peu après, des assises non moins légales, sous la présidence d'un éminent responsable de la CGT. Alors ? Tous des « flics » ? Cette philosophie de l'histoire a eu ses répondants illustres... au Kremlin.

Voici donc aujourd'hui, sans même esquisser l'ombre d'une autocritique, le citoyen Ernest est passé dans le camp des soutiens à tout crin du FLN. Ce qui nous vaut de magnifiques exercices de voltige. Notre « socialiste » belge écrit avec aplomb :

« En ce qui concerne l'origine du FLN, vous confondez deux phénomènes tout à fait différents : la scission entre « centralistes » et « messalistes », et la scission entre le « CRUA » et tous les anciens dirigeants du MTLD, qu'ils soient centralistes ou messalistes... Les origines de la deuxième scission, celle qui opposa le CRUA aux anciens dirigeants centralistes aussi bien que messalistes... c'était la révolte des cadres moyens et des activistes du MTLD contre la passivité et l'attentisme qui devenaient criminels au moment où les masses tunisiennes et marocaines étaient passées à l'action. »

UN HONNÊTE HOMME

Nous avons affaire, à n'en pas douter, en ce qui concerne l'éminent Ernest, à un citoyen bien informé. Une question se pose alors : pourquoi ment-il ? Car Ernest Mandel sait parfaitement que l'accusation de passivité fut adressée dès la fin de 1953 par Messali Hadj aux dirigeants du Comité Central du MTLD, aux Kiouane, Yazid et autres futurs adeptes du FLN, qui votèrent le budget néo-colonialiste de la ville d'Alger présenté par Jacques Chevallier en 1954. Il sait, et les termes mêmes employés par lui montrent qu'il en a eu connaissance, que Messali a envoyé plusieurs messages écrits pour inciter les dirigeants du MTLD à hisser l'action au niveau atteint à cette époque au Maroc et en Tunisie. Il sait que l'origine de la scission réside dans le refus opposé par le CC à Messali, que nos « centralistes » ne voulaient pas suivre dans ce qu'ils voulaient bien appeler « l'ouverture ». Et pourtant, le « socialiste » Mandel écrit le contraire de ce qu'il sait.

En fait, et Pierre Lambert l'a écrit dans un récent article de ce journal consacré aux origines du 1er novembre 1954, les divergences entre le CRUA (Comité Révolutionnaire pour l'Unité d'Action) et Messali ne portaient pas sur la nécessité de passer à l'action, mais sur le moment (1er novembre 1954 ou 1er janvier 1955), divergence confirmée par une déclaration à l'Assemblée nationale du ministre de l'Intérieur de l'époque, MITTERRAND. D'ailleurs, dans la quasi-totalité des procès où furent jugés des combattants de la première heure du 1er novembre 1954, ceux-ci affirmèrent leur qualité de messalistes. Mais — et l'article que nous venons de citer soulignait ce point — cette divergence de date recouvrait une divergence politique essentielle : celle qui sépare la politique indépendante de tout État et de tout gouvernement du MNA de la dépendance dans laquelle se trouve le FLN par rapport au Caire ou à Tunis.

QUI SE RESSEMBLE...

Le citoyen Mandel ne peut évidemment s'arrêter en si bon chemin. Il se réfère tout naturellement à ce calomniateur vil et ignare qui a pour nom Francis Jeanson, l'homme qui a écrit que Soustelle aurait déclaré au professeur Massignon: « Messali est ma dernière carte ». Le professeur Massignon, qui est loin, bien loin d'être un ami de Messali a fait justice en son temps de cette affirmation typiquement... sui generis. Il l'a démentie à diverses reprises, notamment lors d'une assemblée générale du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression à laquelle participaient, parmi beaucoup d'autres, Yves Dechezelles, Jean Cassou, Charles Lemoine, Paul Ruff, etc., ce qui n'empêche nullement notre citoyen sui generis d'écrire :

« Je pourrais citer beaucoup de déclarations en sens opposé de la part des dirigeants de l'impérialisme français et américains, Soustelle et Pineau disent... le MNA est notre dernière carte. »

Deuxième mensonge patent et délibéré de notre socialiste sui generis, qui manie l'allusion perfide avec délectation. C'est ainsi qu'il ose reprendre la honteuse calomnie de Jeanson contre les dirigeants syndicalistes de l'USTA, accusés d'avoir participé à l'organisation d'attentats contre les militants du FLN — ceci pour justifier l'assassinat trop réel des dirigeants de l'USTA par les tueurs du FLN. Ces... citoyens n'osent pourtant pas citer les noms, cher à tous les Algériens, d'Abdallah FILLALI, assassiné alors même qu'il déployait des efforts inlassables pour parvenir à un accord entre FLN et MNA afin d'en

finir avec les règlements de compte et de substituer aux attentats la discussion politique. Tous ceux, y compris les dirigeants du FLN les plus élevés, qui savent ce que furent ces efforts de FILLALI, savent aussi que Mandel et Jeanson tentent bassement de salir la mémoire d'un homme qui commanda le respect chez tous ceux qui eurent l'occasion de l'approcher.

Aussi bien ne poursuivrons-nous pas davantage le catalogue des mensonges du citoyen Mandel, « socialiste belge » excessivement sui generis.

Gérard Bloch, la Vérité n° 493, 13 mars 1958